

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 2 : 1916) du

## **DIMANCHE 24 DÉCEMBRE 1916**

M. Blondiau, qui tient l'Hôtel de France, rue Royale, a, l'été dernier, fermé cet établissement, vu la pénurie des affaires, et l'a mis, en attendant des temps meilleurs, à la disposition du Comité national d'alimentation.

Les Allemands en expulsent aujourd'hui le Comité pour prendre sa place. Ce vaste immeuble leur convient pour une « *Kriegsstelle* » quelconque. Ils donnent ordre de remettre en parfait état cet hôtel pour lequel ils ne payeront rien ; tapis, carpettes, salons, tout, doit y être. M. Blondiau risque une observation ...

- *Sachez – lui répond-on d'un ton péremptoire – que vous êtes ici chez nous : par conséquent, taisez-vous et exécutez nos ordres !*

Les personnages les plus considérables de l'administration militaire et civile allemande aiment aussi ce ton. Les industriels de Vilvorde ayant adressé au Gouverneur général une protestation contre la déportation d'ouvriers de leurs établissements, Son Excellence M. Hurt, Gouverneur militaire de Bruxelles et du Brabant, leur répond par une lettre dans laquelle il accumule les grossièretés et qui débute ainsi :

*“Le fait que les industriels de Vilvorde. interviennent actuellement pour la dignité et le droit de leurs ouvriers fait une impression plutôt singulière si on tient compte du traitement que l'industrie belge faisait subir avant la guerre à ses ouvriers. Une autorité allemande doit refuser d'accueillir à ce point de vue des observations du côté belge.”*